

# COUR SUPÉRIEURE

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-11-056550-193

DATE : Le 9 juillet 2021

---

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE MARTIN CASTONGUAY, J.C.S.**

---

**NORTH AMERICAN LITHIUM INC.**  
Débitrice

et  
**RAYMOND CHABOT INC.**  
Contrôleur

**CENTRAL AMERICA NICKEL INC.**  
et  
**2985080 CANADA INC.**  
Co-requérantes

**IINVESTISSEMENT QUÉBEC INC.**

**CONTEMPORARY AMPEREX TECHNOLOGY CANADA LIMITED**

Parties mises en cause (créanciers garantis)

**9444-1169 QUÉBEC INC.**

**SAYONA QUÉBEC INC.**

**SAYONA MINING LIMITED**

**PIEDMONT LITHIUM INC.**

Parties mises en cause (groupe d'acheteurs)

**GG ENTREPRENEUR MINIER INC.**

**LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC POUR LE SOUS-MINISTRE DE  
L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES, MINISTÈRES DE L'ÉNERGIE ET  
DES RESSOURCES NATURELLES**

**PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA**

**AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC**

Mises en cause (créanciers)

**REGISTRAIRE DU REGISTRE FONCIER POUR LE BUREAU DE LA PUBLICITÉ DES  
DROITS DE L'ABITIBI**

**REGISTRAIRE DU REGISTRE DES DROITS MINIERS, RÉELS ET IMMOBILIERS DU  
QUÉBEC TENU PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES  
NATURELLES (QUÉBEC)**

**REGISTRAIRE DU REGISTRE DES DROITS PERSONNELS RÉELS ET MOBILIERS  
DU QUÉBEC**

Mis en cause (Registraires)

---

**MOTIFS RÉVISÉS DU JUGEMENT PRONONCÉ ORALEMENT LE 29 JUIN 2021<sup>1</sup>**

---

## **L'APERÇU**

[1] Le Tribunal est saisi de deux demandes. La première émane du contrôleur et de la débitrice et vise l'approbation d'une transaction fruit d'un processus qui aura duré quelques dix-neuf (19) mois. La deuxième émane d'un créancier ordinaire 2985080 Canada inc. (Canada inc.), jumelé à un offrant Central America Nickel inc. (CAN) qui au terme du processus visant la vente des actifs de la débitrice, a vu son offre être rejetée par le créancier garanti Investissement Québec et par le fait même par le contrôleur.

---

<sup>1</sup> Tel que le permet *Kellogg's Compagny of Canada c. P.G. du Québec*, [1978] C.A. 258, 259-260, le Tribunal s'est réservé le droit, au moment de rendre sa décision, d'en modifier, amplifier et remanier les motifs. Le soussigné les a remaniés pour en améliorer la présentation et la compréhension. Demande de transcription reçue le 30 juin 2021.

[2] Cette dernière demande comporte plusieurs volets notamment le remplacement du contrôleur, l'annulation de la procédure d'appel d'offres connue sous l'acronyme SISP<sup>2</sup>, lequel fut approuvé par le Tribunal le 16 septembre 2019, ainsi que la demande aux fins que le Tribunal ordonne la tenue d'un nouvel appel d'offres.

[3] À l'audience, CAN précise que seuls les derniers offrants devraient avoir le loisir de participer à ce nouvel appel d'offres.

[4] Rappelons que la demande soumise au tribunal par le contrôleur et la débitrice l'est en vertu de l'article 36 de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*<sup>3</sup>. Voici certains des facteurs prévus à cet article, dont doit tenir compte le Tribunal.

#### D) [FACTEURS À PRENDRE EN CONSIDÉRATION]

Pour décider s'il accorde l'autorisation, le tribunal prend en considération, entre autres, les facteurs suivants :

- a) La justification des circonstances ayant mené au projet de disposition;
- b) L'acquiescement du contrôleur au processus ayant mené au projet de disposition, le cas échéant;
- c) Le dépôt par celui-ci d'un rapport précisant que, à son avis la disposition sera plus avantageuse pour les créanciers que si elle était faite dans le cadre de la faillite;
- d) La suffisance des consultations menées auprès des créanciers;
- e) Les effets du projet de disposition sur les droits de tout intéressé, notamment les créanciers;
- f) Le caractère juste et raisonnable de la contrepartie reçue pour les actifs compte tenu de leur valeur marchande.

(nos soulignés)

[5] La preuve administrée devant le Tribunal dans le cadre des deux (2) demandes en fut une documentaire ainsi que l'unique témoignage du contrôleur Monsieur Benoît Fontaine.

[6] Pour les raisons qui suivent, le Tribunal ne fera pas droit aux demandes de CAN et Canada inc. approuvera la demande du contrôleur et de la débitrice pour une ordonnance de dévolution inversée.

---

<sup>2</sup> Acronyme pour "Sale and Investor Solicitation Process".

<sup>3</sup> L.R.C. (1985) ch.C-36.

[7] Cela étant, le Tribunal n'accordera pas la demande de la débitrice en vue de faire déclarer abusive les procédures initiées par CAN et Canada inc., en raison des propos particulièrement durs et reproches adressés au contrôleur.

[8] La sanction normalement envisagée dans le cadre de procédures abusives est le remboursement des honoraires engagés. Dans la présente affaire ceux-ci ne sont pas significatifs puisque la présente décision est le fruit d'une séance de gestion et d'une journée d'audition.

[9] Dans un premier temps, il y a lieu de relater les étapes suivies par le contrôleur une fois le SISP approuvé en vue d'aboutir à la demande de celui-ci pour la vente de la mine de La Corne en Abitibi à l'aide de l'outil que constitue la dévolution inversée.

### **FAITS**

[10] Monsieur Fontaine a témoigné sur ce processus de vente lequel est d'ailleurs fort bien documenté à son 17<sup>e</sup> rapport du contrôleur, notamment à compter des articles 3.5 à 3.29<sup>4</sup> que le Tribunal reproduit en annexe A du présent jugement pour en faire partie intégrante.

[11] Dans les grandes lignes, cependant, il faut noter que le processus de vente s'est étalé sur une période de quelques dix-neuf (19) mois soit du 8 octobre 2019 jusqu'au 28 mai 2021 alors que le contrôleur acceptait la proposition de Sayona Québec inc (Sayona).

[12] À l'intérieur de cette période s'est tenu, non pas un seul appel d'offres mais biendeux, puisque, le premier n'avait pas généré d'offres satisfaisantes pour les créanciers garantis, et n'emportait aucune possibilité de distribution pour les créanciers ordinaires.

[13] Ainsi, le premier processus d'appel d'offres s'est déroulé entre le 8 octobre 2019 jusqu'au 11 novembre 2020 alors que le contrôleur rejetait toutes les offres reçues avec la possibilité pour les offrants, de soumettre une nouvelle offre, au plus tard le 15 janvier 2021.<sup>5</sup>

[14] Effectivement, six (6) offres furent reçues et ouvertes le 15 janvier 2021 lesquelles se sont avérées une fois de plus, insatisfaisantes aux yeux des créanciers garantis et a entraîné ce qui suit. Le Tribunal juge utile de reprendre dans le corps de la présente décision le texte intégral de l'article 3.16 du 17<sup>e</sup> rapport.

3.16 Following discussions among the Monitor, NAL and the Secured Creditors, on March 4, 2021, the Monitor, with the support of the Secured Creditors, delivered a letter to all six (6) Qualified Bidders who submitted a bid as part of the Relauched SISP,

---

<sup>4</sup> 17<sup>e</sup> rapport daté du 11 juin 2021 pages 4 à 8.

<sup>5</sup> Article 3.5.2 à 3.13 du 17<sup>e</sup> rapport du contrôleur.

providing them with an ultimate opportunity to revise, improve (i.e. financial terms and/or lifting conditions) and /or confirm their respective bids by no later than April 6, 2021 at 5:00 p.m., the whole in accordance with the SISP Procedures.

(nos soulignés)

[15] Ainsi le 6 avril 2021, le contrôleur a reçu et ouvert cinq (5) offres et le 13 avril 2021, a rejeté trois (3) de ces offres.

[16] Les deux offrants toujours en course étaient Sayona et CAN.

[17] Il faut noter qu'à cette date, CAN n'avait toujours pas de financement en place contrairement au prérequis en ce sens prévu au SISP.<sup>6</sup>

[18] L'offre de Sayona qui fut acceptée formellement le 28 mai 2021 ne comportait aucune condition quant à une vérification diligente ni quant au financement de son offre à deux volets, au choix du créancier garanti de second rang, Investissement Québec inc. (IQ).

## **DISCUSSION**

[19] Ces faits étant établis, il y a lieu de procéder dans un premier temps sur les demandes des Co-requérantes puisque si le tribunal faisait droit à la demande en vue d'annuler la procédure d'appel d'offres du 16 septembre 2019 (SISP) et de procéder un nouvel appel d'offres, cela emporterait nécessairement le rejet de la demande d'approbation par le Tribunal, du processus de vente envisagé entre la débitrice et Sayona.

[20] Canada inc. et CAN formulent divers reproches au contrôleur que, le Tribunal résume de la façon suivante :

- Le contrôleur n'a pas assuré un traitement équitable à tous les soumissionnaires;
- Le contrôleur a laissé courir l'offre de Sayona qu'ils qualifient d'alternative.

[21] Canada inc. et CAN pour justifier que le premier processus SISP était vicié soulèvent les moyens que le Tribunal résume ainsi :

- Apparence de conflits d'intérêts puisque Sayona et Investissement Québec sont représentés par le même cabinet d'avocats;
- Le contrôleur a abdicqué ses pouvoirs en faveur d'investissement Québec.

---

<sup>6</sup> Article 7.3 e) du SISP celui-ci n'étant obtenu que le 12 mai 2021.

[22] Cela dit, le Tribunal constate que les reproches formulés par CAN à l'endroit du contrôleur sont non seulement infondés, mais que celui-ci a collaboré dans une large mesure au processus de SISP avec tous les offrants dont CAN.

[23] En effet, CAN dans le cadre du processus a déposé pas moins de cinq (5) offres dont la dernière le 6 avril 2021, lesquelles ont toutes été considérées par le contrôleur, la débitrice et les créanciers garantis même si une composante essentielle en vertu du SISP était manquante, soit le financement .

[24] Ce n'est que le 12 mai 2021 que CAN informe le contrôleur qu'il a obtenu son financement.

[25] Le 16 mai 2021, CAN confirme être en mesure de bonifier son offre en ces termes :

*« CAN conserve une ouverture pour discuter de la conversion d'une partie de la dette subordonnée de I.Q. en équité.<sup>7</sup>»*

[26] Ainsi CAN a lui-même proposé, ce qu'il reproche maintenant à Sayona.

[27] Bref, le Tribunal conclut que CAN a été traité équitablement par le contrôleur<sup>8</sup>.

[28] Le 4 mars 2021, CAN tout comme les autres soumissionnaires, a eu le loisir de bonifier son offre envers les créanciers garantis, ce qu'elle n'a pas été en mesure d'accomplir, faute de financement.

[29] L'équité pour un contrôleur dans un processus d'offre ne s'étend certainement pas à faire preuve de patience indéfiniment à l'endroit d'un offrant à qui il manque un ingrédient essentiel, soit le financement.

[30] En aucun temps le contrôleur n'a-t-il abdiqué ses fonctions ou ses pouvoirs, en ayant des discussions avec les créanciers garantis.

[31] Le fait par le contrôleur de requérir l'avis des créanciers garantis lorsque le prix proposé ne couvre pas l'ensemble des créances garanties est une dure réalité mais incontournable puisqu'en l'absence d'un paiement complet, ceux-ci ont l'option de réaliser leurs garanties avec tout ce que cela comporte comme conséquences financières.

[32] Le contrôleur est un officier de justice indépendant qui a le devoir de traiter toutes les personnes intéressées de façon juste et équitable. Il tire ses pouvoirs de la Loi ainsi que des ordonnances pouvant être prononcées par le Tribunal dans des cas particuliers.

---

<sup>7</sup> P-8 onglet 20.

<sup>8</sup> Voir également P-8 divers échanges de courriels entre les représentants de CAN et le contrôleur onglets 2-5-9-11-13-15-18-19-20-21.

[33] La décision de lancer un appel d'offres dans le cas particulier d'une mine dans le nord du Québec fait partie de ces cas particuliers.

[34] Nul besoin d'être devin pour constater que les acheteurs ayant la capacité d'exploiter une mine ne sont pas légion et ce, même à l'échelle planétaire.

[35] Le SISP dont on demande l'annulation, a fait l'objet d'une approbation par le Tribunal le 16 septembre 2019.

[36] Certaines de ses composantes méritent d'être citées :

D) The SISP Procedures sets out the manner in which (i) bids and proposals for a broad range of executable transaction alternatives (restructuring, recapitalization and/or refinancing) involving the business, more particularly described in the Teaser Letter (as defined herein, the "**Business**"), and all property, assets and undertaking of NAL (the "**Property**"), whether en bloc or any portion(s) thereof, will be solicited from interested parties, (ii) any bids received will be negotiated, (iii) any Successful Bid(s) will be selected and, (iv) the Court's approval of any Successful Bid(s) will be sought.

8.2 Notwithstanding paragraph 7.2 and paragraph 7.3 the Monitor, acting reasonably, may waive compliance with any one or more of the Qualified Bid requirements specified herein, and deem such noncompliant bids to be Qualified Purchase Bids or Qualified Investment Bids, as the case may be.

et

13.2 b) The Monitor may (a) reject (...), (b) in accordance with the terms hereof accept bids not in conformity with the SISP Procedures to the extent that the Monitor determines, in its reasonable business judgment, that doing so would benefit NAL, its estate, and stakeholders, (...).

(nos soulignés)

[37] Ainsi le contrôleur jouit d'une large latitude pour obtenir, négocier et conclure une transaction dans l'intérêt de toutes les personnes intéressées.

[38] CAN avait le loisir de contester les larges pouvoirs accordés au contrôleur par le Tribunal, non seulement ne l'a-t-elle pas fait, mais elle a adhéré à ceux-ci en présentant

cinq (5) offres, bien qu'elle n'ait pas respecté l'obligation de financement, et en discutant avec le contrôleur jusqu'à la toute fin du processus.

[39] Rappelons que dans la présente affaire, la Co-requérante Canada inc., créancier ordinaire, est une personne intéressée au sens de la Loi mais non l'autre requérante CAN laquelle a présenté une offre. Néanmoins la jurisprudence est constante que, le contrôleur, a l'obligation de traiter équitablement tous les participants à un processus tel le SISP.

[40] Nous en venons donc à la façon dont Sayona a formulé son offre en deux (2) options, la première ayant une valeur de 105 millions, la seconde de 196 millions.

[41] Il y a lieu de reproduire l'offre telle que décrite par le contrôleur.

#### 4.3 The Accepted Bid provided for 2 transactions options:

4.3.1 The first option is valued to approximately \$105 million and provided for:

- \$60 million in cash;
- \$20 million convertible note issued by Sayona Mining Limited ("SYA"), the majority shareholder of SYQ, repayable within three years and secured by SYA's 75% interest in SYQ;
- The assumption of the certain liabilities, including the Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec ("MERN") guarantees (estimated at approximately \$25.6 million).

Under this transaction structure, the consideration paid would have been distributed to each NAL's creditor in accordance with its rank and its rights;

4.3.2 The Conditional IQ Option. As discussed in section 3 of this report, the Conditional IQ Option was subject to the preference of IQ for an alternative transaction structure and the reaching of an agreement with IQ for the assumption of its senior and subordinated secured debts (the "IQ Assumed Debt").

The face value of the Conditional IQ Option valued to approximately \$196 million as at the date of this report, as summarized in the following table:

(Unaudited, in \$000)	Cash	Assumption	Total
Repayment of IQ's Interim Financing Facility	10 948		10 948
Repayment of CATL senior secured debt	47 000		47 000
Repayment of outstanding municipal taxes	413		
Assumption of IQ's senior secured debt		48 898	48 898
Assumption of IQ's subordinated secured debt		63 000	63 000
	<b>58 361</b>	<b>111 898</b>	<b>169 846</b>
Assumption of the MERN Guarantees		25 600	25 600
Assumption of construction legal hypothecs		753	753
	<b>58 361</b>	<b>138 251</b>	<b>196 199</b>



[42] CAN plaide avec force qu'il s'agit d'une offre alternative donc illégale au sens de la jurisprudence.

[43] Les arrêts cités avec lesquels le Tribunal est d'accord, ne lui sont d'aucune utilité puisque les offres qualifiées d'alternatives par les tribunaux l'étaient dans le strict but de créer un avantage en faveur de l'offrant, ce qui n'est pas le cas dans notre affaire.

[44] Le choix de cette option relève uniquement de IQ, qui de toute évidence s'est prévaluée de l'option en vertu de laquelle elle serait payé intégralement.

[45] Cette façon de faire ne contrevient pas à l'esprit de ce qui a été approuvé par le Tribunal comme SISP. Rappelons qu'aux termes de ce processus, et le Tribunal cite :

“D) ii) any bids received will be negotiated”.<sup>9</sup>

[46] Rappelons certains énoncés de la Cour d'appel de l'Ontario dans l'arrêt *Royal Bank of Canada v. Soundair Corp* 1991 CANL II 2727 (ON CA).<sup>10</sup>

“Before dealing with that issue there are three general observations which I think should make. The first is that the sale of an airline as a going concern is very complex process. The best method of selling an airline at the best price is something far removed from the expertise of a court. When a court appoints a receiver to use its commercial expertise to sell an airline, it is inescapable that it intends to rely upon the receiver's expertise and not upon its own. Therefore, the court must place a great deal of confidence in the actions taken and in the opinions formed by receiver. It should also assume that the receiver is acting properly unless the contrary is clearly shown. The second observation is that the court should be reluctant to second-guess, with the benefit of hindsight, the considered business decisions made by its receiver. The third observation which I wish to make is that the conduct of the receiver should be reviewed in the light of the specific mandate given to him by the court.

(...)

As did Rosenberg J., I adopt as correct the statement made by Anderson J. in *Crown Trust co. v. Rosenberg* (1986), 60 O.R. (2d) 87, 39 D.L.R. (4th) 526 (H.C.J.), at pp. 92-94 O.R., PP.531 – 33 D.L.R., of the duties which a court must perform when deciding whether a receiver who has sold a property acted properly. When he set out the court's duties, he did not put them in any order of priority, nor do I. I summarize those duties as follows:

- a) It should consider whether the receiver has made a sufficient effort to get the best price and has not acted improvidently;
- b) It should consider the interests of all parties;

<sup>9</sup>« Recitals » du SISP paragraphe D.

<sup>10</sup> *Royal Bank of Canada v. Soundair Corp* 1991 CANL II 2727 ON CA. pages 8-9.

- c) It should consider the efficacy and integrity of the process by which offers are obtained;
- d) It should consider whether there has been unfairness in the working out of the process.

[47] La vente d'une mine dans le Nord Québécois alors que les créances garanties totalisent quelques 170 millions de dollars constitue une opération complexe notamment quant aux obligations de l'acheteur en matière environnementale.

[48] Le fait pour le créancier garanti de second rang IQ de chercher à être payé entièrement, de même qu'à favoriser l'éclosion d'une grappe industrielle, complexifie également le dossier.

[49] Le fait pour le contrôleur de constater que Sayona et IQ discutent directement entre eux une fois établi, que les créanciers ordinaires ne pourront malheureusement, ne recevoir aucun dividende, ne constitue pas un abandon de ses pouvoirs.

[50] Rappelons également qu'en vertu de l'option choisie par IQ, une partie de la dette existante était assumée par Sayona. Il est donc normal que ceux-ci entretiennent des discussions quant aux termes et conditions entourant cette assumption.

[51] En matière de transactions complexes, il est normal une fois que certains paramètres aient été établis tel le prix final, que les modalités fassent l'objet de négociations.

[52] On ne peut blâmer IQ de n'avoir discuté qu'avec Sayona puisqu'à ce moment, elle était la seule à posséder un financement adéquat pour s'acquitter de ses obligations dans le cadre de la transaction projetée que ce soit tant pour le paiement comptant que pour l'assumption d'une partie de la dette.

[53] Rappelons également qu'après avoir obtenu son financement soit le 16 mai 2021, CAN n'offre pas de payer la totalité de la créance d'Investissement Québec en comptant et assumption mais plutôt d'en convertir une partie en équité, ce qui est fort différent.

[54] La possibilité pour un contrôleur de recevoir toutes sortes d'offres, de les négocier, de renoncer à certaines conditions heurte sans doute certains principes, mais en définitive celles-ci doivent être approuvées par le Tribunal, comme c'est le cas en l'instance.

[55] Rappelons qu'une fois que le Tribunal a déterminé que l'offrant déçu a été traité équitablement cela n'a pas pour effet de lui conférer la qualité de personne intéressée au sens de la Loi.

[56] Le débat porté par CAN devant le Tribunal en est un strictement privé.

- [57] Les demandes pour remplacer le contrôleur et annuler tout ce qui a été fait et relancer un nouveau processus SISP ne sont certainement pas dans l'intérêt des personnes intéressées au sens de la Loi.
- [58] Rappelons que le processus qui doit maintenant être approuvé a pris quelques dix-neuf (19) mois ou un (1) an si on retire certains délais attribuables aux créanciers garantis.
- [59] Pendant ces dix-neuf (19) mois, il en aura coûté quelques neuf (9) millions pour garder la mine en dormance.
- [60] La proposition de CAN de reprendre le processus avec pour seuls participants les offrants déjà en place démontre clairement qu'elle ne défend que ses seuls intérêts et ce nouveau délai serait au détriment des personnes intéressées dont entre autres les employés qui seront rappelés au travail ainsi que tous les fournisseurs locaux qui bénéficieront de la reprise des activités de la mine.
- [61] Par ailleurs, même si le Tribunal ordonnait la reprise du processus, rien ne garantit que les conditions de financement dont bénéficie soit Sayona ou même CAN n'existent encore dans quelques mois si bien qu'il ne saurait être question de limiter un éventuel appel d'offres à ces deux seuls offrants. Il devient évident que tout tel processus nécessiterait des mois.
- [62] Un mot en terminant sur le prétendu conflit d'intérêt soulevés par les Co-requérantes alors que le même cabinet représente IQ et Sayona.
- [63] Le Tribunal doute que celles-ci aient l'intérêt pour élever cette situation au rang de conflit d'intérêt nécessitant l'intervention du Tribunal.
- [64] Tant IQ que Sayona possèdent le droit garanti à l'avocat d leur choix et il revient à ceux-ci, le cas échéant de soulever un quelconque conflit d'intérêt, ce qui n'a pas été le cas en l'instance.
- [65] Cette dernière constatation, démontre *prima facie* au Tribunal, que le cabinet, d'avocats en question respecte ses obligations déontologiques.
- [66] Bref, il ne revenait pas aux Co-requérantes de prétendre à un quelconque conflit d'intérêt, lequel ressemble plus à une insinuation non supportée par des faits.
- [67] La débitrice et le contrôleur demandent l'exécution provisoire nonobstant appel. Qu'en est-il?
- [68] Les coûts engendrés pour le maintien de la mine de même que l'impact social de sa réouverture justifient que le Tribunal accueille la demande de la débitrice et du contrôleur pour que le présent jugement, rejetant les demandes de Central America Nickel inc. et 2985080 Canada inc. et accueillant la demande pour approuver la transaction avec Sayona Québec, soit exécutoire nonobstant appel.

[69] Ainsi, le Tribunal rejette les demandes de Central America Nickel inc. et 2985080 Canada inc. avec les frais de justice en faveur de la masse le tout exécutoire nonobstant appel.

[70] Le Tribunal accueille la demande du contrôleur et de la débitrice en vue de la mise en place de la transaction entre celle-ci et Sayona Québec inc. et signe le projet d'ordonnance transmis lequel est également exécutoire nonobstant appel.



---

MARTIN CASTONGUAY, J.C.S.

Me Alain Riendeau  
Me Bernard Farber  
**Fasken Martineau DuMoulin**  
Avocats de North American Lithium inc.

Me Michel LaRoche  
**Miller Thomson**  
Avocats de Raymond Chabot inc.

Me Pietro Iannuzzi  
Me Josée Bourret  
**Gattuso Bourret Mazzone**  
Avocats de : Central America Nickel inc.  
2985080 Canada inc.

Me Alain Tardif  
Me Frédérique Drainville  
**McCarthy Tétrault**  
Avocats de : IQ

Me Luc Morin  
**Norton Rose Fulbright**  
Avocats de : Contemporary Amperex Technology Canada Limited

Me Jocelyn Perreault  
Me Gabriel Faure  
**McCarthy Tétrault**  
Avocats de: Sayona Québec inc.

Me Sébastien Guy  
**Blake, Cassels & Graydon**  
Avocats de : Piedmont Lithium inc.

Me Yannick Crack  
**Therrien Couture, Joli-Cœur**  
Avocats de : GG Entrepreneur Minier inc.

Me Pierre Luc Beauchesne  
**Bernard Roy (Justice Québec)**  
Avocats de : Procureur Général du Québec.

Me Isabelle Mathieu-Millaire  
Me Béatrice Stella Gagné  
**Ministère de la Justice Canada**

500-11-056550-193

PAGE : 14

Avocats de : Procureur général du Canada.

Date d'audience : 28-29 juin 2021

### Implementation of the SISP

- 3.5 Thereafter, the Monitor implemented the SISP, with the assistance of NAL's management, employees and legal advisers, which included, among others, the following steps:
- 3.5.1 For the period from September 16 to October 7, 2019, preparation of the following documents:
- A listing of prospective purchasers and investors ("Prospective Bidders") in collaboration with shareholders and secured creditors;
  - A Teaser Letter summarizing the potential acquisition or investment opportunity;
  - A data room, with continuous updating;
  - A Confidentiality Agreement and a Written Acknowledgement (confirming receipt of the SISP approval Order and of the SISP Procedures);
  - A Template Purchase Agreement (to be used by Prospective Bidders);
  - A process letter summarizing the SISP and the SISP Procedures.
- 3.5.2 For the period from October 8, 2019 to February 21, 2020:
- Solicitation, including follow-ups, among the Prospective Bidders (137 Teaser Letters were distributed to strategic and financial Prospective Bidders);
  - Coordinate execution of the Confidentiality Agreement and a Written Acknowledgement (13 Confidentiality Agreements and Written Acknowledgments were executed);
  - Qualification of Prospective Bidders. i.e. Review of information/requirements to be qualified as a qualified bidder (12 Prospective Bidders qualified as Qualified Bidders);
  - Assisting Qualified Bidders with their due diligence. i.e. Answering questions and providing additional information;
  - Meetings, discussions and site visits with Prospective Bidders;
  - At the request of certain Prospective Bidders and with the support of the Secured Creditors, the Monitor extended the bid deadline to February 21, 2020.
- 3.6 On February 21, 2020, following the extended bid deadline, the Monitor opened the five (5) submitted bids, reviewed them, prepared a summary of the bids received and requested clarifications from bidders. The summary of the bids is presented in Appendix A under seal for the benefit of the Court.
- 3.7 The bids, the summary of the bids and the clarifications obtained were shared with the Secured Creditors for their review and consideration, and awaited to receive their respective positions.
- 3.8 All the bids contemplated an assumption and/or conversion and/or compromise of the debts of either one or both of the Secured Creditors, and therefore, no bid was capable of being consummated without the support of the Secured Creditors. None of the bids received would result in any material distribution to NAL's unsecured creditors.
- 3.9 Until such time as the Monitor received the position of each of the Secured Creditors with respect to the bids, the Monitor could not make the determination pursuant to paragraph 9.4 of the SISP Procedures, i.e. apply the bid criteria to determine whether it will be in the best interests of NAL's stakeholders to pursue a transaction on the terms set out in the bids.

## NORTH AMERICAN LITHIUM INC.

Report of the Monitor on NAL's business and financial affairs

5

- 3.10 Consequently, the Monitor advised all bidders, from March 5 to September 23, 2020, that it indefinitely extended the time period at paragraph 9.4 of the SISP Procedures. The Monitor also requested, from March 5 to September 23, 2020, that all bidders renew their bids. The last request was made on September 23, 2020, when the Monitor requested that all bidders renew their bids and set the expiration date of their bids to October 31, 2020.

### Implementation of the Relunched SISP

- 3.11 On September 23, 2020, the Monitor received certain unsolicited revised bids.
- 3.12 In this context, on November 11, 2020, following discussions with the Secured Creditors, in order to avoid any ambiguity and in the spirit of providing all interested parties with an equal opportunity to submit a bid or a revised bid, the Monitor decided, in accordance with Sections 1.5, 9.8 and 13.2 of the SISP Procedures, to reject all existing bids and to provide all parties that had expressed an interest in the SISP and which had executed a confidentiality agreement with an opportunity to confirm, submit, revise and/or improve a bid. (the "Relunched SISP").
- 3.13 The Bid Deadline of the Relunched SISP, as agreed with the Secured Creditors, was set to January 15, 2021 at 5:00 p.m.
- 3.14 On January 15, 2021, following the bid deadline, the Monitor:
- 3.14.1 Opened the six (6) submitted qualified bids;
  - 3.14.2 Reviewed the bids. All the bids contemplated an assumption and/or conversion and/or compromise of the debts of either one or both of NAL's Secured Creditors, and therefore, no bid was capable of being consummated without the support of the Secured Creditors. None of the bids received would result in any material distribution to NAL's unsecured creditors;
  - 3.14.3 Prepared a summary of the bids received. The summary of the bids is presented in **Appendix B under seal** for the benefit of the Court;
  - 3.14.4 Requested clarifications from bidders;
  - 3.14.5 Shared a copy of the bids, the summary of the bids and clarifications obtained with NAL and the Secured Creditors, for their review and consideration and awaited to receive their respective positions;
  - 3.14.6 Had discussions with NAL, the Secured Creditors and the bidders;
- 3.15 Given that the Monitor had not received any feedback from the Secured Creditors, on February 16, 2021, the Monitor requested the Secured Creditors' respective position in respect of the bids received in the context of the Relunched SISP.
- 3.16 Following discussions among the Monitor, NAL and the Secured Creditors, on March 4, 2021, the Monitor, with the support of the Secured Creditors, delivered a letter to all six (6) Qualified Bidders who submitted a bid as part of the Relunched SISP, providing them with an ultimate opportunity to revise, improve (i.e. financial terms and/or lifting conditions) and/or confirm their respective bids by no later than April 6, 2021 at 5:00 p.m., the whole in accordance with the SISP Procedures.



## NORTH AMERICAN LITHIUM INC.

Report of the Monitor on NAL's business and financial affairs

6

3.17 Following this deadline, the Monitor:

3.17.1 Opened the five (5) revised and/or confirmed Qualified Bids.

The Monitor also received a bid (the "Inadmissible Bid") from a Prospective Bidder (the "Inadmissible Bidder") that neither participated nor submitted a bid in the SISP nor the Relaunch SISP.

The Monitor also received confirmation of withdrawal of a bid from a Qualified bidder (the "Withdrawn Bid"). To that effect, there is currently a dispute over the return of the deposit made in connection with the Withdrawn Bid. One of the parties to the dispute has filed a *Requête pour obtenir remise d'un dépôt et pour déclaration d'abus* dated May 10, 2021. The Monitor will hold this deposit until a final order is rendered by the Court.

3.17.2 Reviewed the bids. All the bids continued to contemplate an assumption and/or conversion and/or compromise of the debts of either one or both of NAL's Secured Creditors and therefore, no bid was capable of being consummated without the support of the Secured Creditors. None of the bids received would result in any material distribution to NAL's unsecured creditors.

3.17.3 Prepared a summary of the Qualified Bids and the Inadmissible Bid received. The summary is presented in Appendix C under seal for the benefit of the Court.

3.17.4 Sought certain clarifications in respect of the revised and/or confirmed bids.

3.17.5 Shared a copy of the bids, the summary of the bids and the clarifications obtained with NAL and the Secured Creditors, for their review and consideration and awaited to receive their respective positions.

3.17.6 Had discussions with NAL, IQ, CATL and the bidders.

3.17.7 On April 12, 2021, the Monitor informed the Qualified Bidders that since the receipt of their revised, improved and/or confirmed bid, the Monitor had been in discussions with NAL's secured creditors and that the Secured Creditors had advised the Monitor that they required a short period of time to finalize their review of and discussions in respect of the bids.

### Outcome of the SISP

3.18 On April 13, 2021, with the support of the Secured Creditors, the Monitor rejected three (3) Qualified Bids (the "Rejected Bids") in accordance with sections 9.8 and 13.2 of the SISP Procedures.

3.19 The Monitor also advised the Inadmissible Bidder that its bid was inadmissible and has not been considered by the Monitor in the context of the SISP. The Monitor also advised the Inadmissible Bidder that even if its bid had been validly submitted in the context of the SISP, which was not the case, its bid would not have been selected as a successful bid, and would have been rejected by the Monitor.

3.20 Thus, two (2) bids remained open for review by the Monitor and the Secured Creditors, namely:

3.20.1 Sayona Quebec Inc. ("SYQ") bid (the "Accepted Bid"). This bid was not conditional on due diligence or confirmation of financing. However, the Accepted Bid included a conditional option (the "Conditional IQ Option") subject to the preference of IQ for an alternative transaction structure and the reaching of an agreement with IQ for the assumption of its secured senior and subordinated debts, pursuant to terms and conditions satisfactory to SYQ. Refer to section 4 for further detailed on the Accepted Bid;

- 3.20.2 Another Qualified Bidder's bid which we will refer to as Bidder B for confidentiality purposes. This bid was conditional, among other things, on a confirmation of financing. Bidder B had submitted a bid at each of the above-mentioned stages of the SISP. At the time of their reception, these submitted bids were all subject to confirmation of financing.
- 3.21 Since each of these two bids contemplated either a compromise and/or assumption of a portion of the Secured Creditors' secured debts, the Monitor sought the support of the Secured Creditors that it could proceed with one of the transactions contemplated therein.
- 3.22 The Monitor was aware that IQ had initiated discussions with SYQ in regards of the Conditional IQ Option of the Accepted Bid.
- 3.23 On April 30, 2021, a Qualified Bidder, who we will refer to as Bidder C for confidentiality purposes, who had submitted one of the Rejected Bids, submitted an improved unsolicited bid to the Monitor (the "Second Inadmissible Bid"). The Monitor shared the Second Inadmissible Bid with the Secured Creditors. Given that the deadline to submit a final revised and improved bid was April 6, 2021, the Second Inadmissible Bid was deemed inadmissible by the Monitor in the context of the SISP.
- 3.24 On May 12, 2021, the Monitor received confirmation from Bidder B that it had secured the full financing in the support of its bid, along with a copy of commitment letters. To that effect:
- 3.24.1 On May 12, 2021, the Monitor shared the confirmation and commitment letters with the Secured Creditors;
- 3.24.2 On May 14, 2021, the Monitor, in consultation with the Secured Creditors, sought certain clarifications in respect of the Bidder B bid and the confirmation of financing. On May 17, 2021, the Monitor shared the obtained clarifications with the Secured Creditors.
- 3.25 On May 20, 2021, IQ confirmed to the Monitor and CATL that it had entered into an agreement with SYQ in respect of the Conditional IQ Option and invited the Monitor to implement the transaction contemplated in SYQ's Accepted Bid without delay. On the same day, IQ also informed the Monitor that it had informed Bidder B of its position.
- 3.26 On May 21, 2021, CATL communicated its position on the Accepted Bid and on the Bidder B bid to the Monitor, which can be summarized as follow:
- 3.26.1 CATL is of the view that the transaction contemplated pursuant to the Bidder B bid should not be disregarded as it *"provides for a full recovery (capital and interest) for the senior ranking debts of both IQ and CATL"*;
- 3.26.2 CATL is sensitive to the fact that IQ wishes to continue the NAL project with a new partner, namely SYQ. Provided that its senior ranking debt is paid in full at closing (in capital and interest totaling approximately \$47 million), CATL would support IQ's decision to move forward with the transaction contemplated in SYQ's Accepted Bid. Otherwise, CATL will be supportive of the Bidder B bid.
- 3.27 On the same day (May 21, 2021), SYQ informed the Monitor that SYQ and its shareholders concluded a binding term sheet with IQ (the "SYQ-IQ Assumption Agreement") regarding the Conditional IQ Option (refer to section 4 for further details).
- 3.28 On May 22, 2021, CATL informed the Monitor that it was now prepared to support the transaction contemplated pursuant to SYQ's Accepted Bid under the Conditional IQ Option,

considering that CATL was given satisfactory confirmation that its senior secured debt (approximately \$47 million) was going to be paid in full, in capital and interest, at closing.

3.29 Consequently, on May 28, 2021, with the support of the Secured Creditors, the Monitor:

3.29.1 Rejected Bidder B's bid in accordance with section 9.8 and 13.2 of the SISF;

3.29.2 Accepted SYQ's Accepted Bid under the Conditional IQ Option.

#### 4. THE ACCEPTED BID

4.1 A copy of SYQ's Accepted Bid is presented in Appendix D under seal for the benefit of the Court. The contemplated transaction of the Accepted Bid is to be achieved through a reverse vesting order type transaction structure (the "RVO", see section 5 for further detail on the structure of the proposed transaction).

4.2 The assumed assets under the Accepted Bid are essentially all the assets owned by NAL excluding cash necessary to fund the costs to complete the CCAA proceedings and the proceeds of any GST-HST-QST reimbursement received by NAL shown on an internal balance sheet of NAL as of November 30, 2020.

4.3 The Accepted Bid provided for 2 transaction options:

4.3.1 The first option is valued to approximately \$105 million and provides for:

- \$60 million in cash;
- \$20 million convertible note issued by Sayona Mining Limited ("SYA"), the majority shareholder of SYQ, repayable within three years and secured by SYA's 75% interest in SYQ;
- The assumption of the certain liabilities, including the Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec ("MERN") guarantees (estimated at approximately \$25.6 million).

Under this transaction structure, the consideration paid would have been distributed to each NAL's creditors in accordance with its rank and its rights;

4.3.2 The Conditional IQ Option. As discussed in section 3 of this report, the Conditional IQ Option was subject to the preference of IQ for an alternative transaction structure and the reaching of an agreement with IQ for the assumption of its senior and subordinated secured debts (the "IQ Assumed Debt").

The face value of the Conditional IQ Option is valued to approximately \$196 million as at the date of this report, as summarized in the following table:

(unaudited, in \$000)	Cash	Assumption	Total
Repayment of IQ's Interim Financing Facility	10 948	-	10 948
Repayment of CATL senior secured debt	47 000	-	47 000
Repayment of outstanding municipal taxes*	413	-	-
Assumption of IQ's senior secured debt	-	48 898	48 898
Assumption of IQ's subordinated secured debt	-	63 000	63 000
	58 361	111 898	169 846
Assumption of the MERN Guarantees	-	25 600	25 600
Assumption of construction legal hypothecs	-	753	753
	58 361	138 251	196 199

\*Amount could vary and is subject to closing date.

considering that CATL was given satisfactory confirmation that its senior secured debt (approximately \$47 million) was going to be paid in full, in capital and interest, at closing.

3.29 Consequently, on May 28, 2021, with the support of the Secured Creditors, the Monitor:

3.29.1 Rejected Bidder B's bid in accordance with section 9.8 and 13.2 of the SISP;

3.29.2 Accepted SYQ's Accepted Bid under the Conditional IQ Option.

#### 4. THE ACCEPTED BID

4.1 A copy of SYQ's Accepted Bid is presented in Appendix D under seal for the benefit of the Court. The contemplated transaction of the Accepted Bid is to be achieved through a reverse vesting order type transaction structure (the "RVO", see section 5 for further detail on the structure of the proposed transaction).

4.2 The assumed assets under the Accepted Bid are essentially all the assets owned by NAL excluding cash necessary to fund the costs to complete the CCAA proceedings and the proceeds of any GST-HST-QST reimbursement received by NAL shown on an internal balance sheet of NAL as of November 30, 2020.

4.3 The Accepted Bid provided for 2 transaction options:

4.3.1 The first option is valued to approximately \$105 million and provides for:

- \$60 million in cash;
- \$20 million convertible note issued by Sayona Mining Limited ("SYA"), the majority shareholder of SYQ, repayable within three years and secured by SYA's 75% interest in SYQ;
- The assumption of the certain liabilities, including the Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec ("MERN") guarantees (estimated at approximately \$25.6 million).

Under this transaction structure, the consideration paid would have been distributed to each NAL's creditors in accordance with its rank and its rights;

4.3.2 The Conditional IQ Option. As discussed in section 3 of this report, the Conditional IQ Option was subject to the preference of IQ for an alternative transaction structure and the reaching of an agreement with IQ for the assumption of its senior and subordinated secured debts (the "IQ Assumed Debt").

The face value of the Conditional IQ Option is valued to approximately \$196 million as at the date of this report, as summarized in the following table:

(unaudited, in \$000)	Cash	Assumption	Total
Repayment of IQ's Interim Financing Facility	10 948	-	10 948
Repayment of CATL senior secured debt	47 000	-	47 000
Repayment of outstanding municipal taxes*	413	-	-
Assumption of IQ's senior secured debt	-	48 898	48 898
Assumption of IQ's subordinated secured debt	-	63 000	63 000
	58 361	111 898	169 846
Assumption of the MERN Guarantees	-	25 600	25 600
Assumption of construction legal hypothecs	-	753	753
	58 361	138 251	196 199

\*Amount could vary and is subject to closing date.